

NOS VIES



PAS LEURS PROFITS

NI LEURS GUERRES

ZOOM

Sport, voile et laïcité :
la République contre
les musulmanEs

Page 3

ARGUMENTS

Le deuxième mandat
de Trump bouleverse
le désordre mondial

Page 4

LUTTER

Michelin. Fin de
partie ou rebond
en vue ?

Page 6

CHAMP LIBRE

Autoroute A69 :
entretien avec Gilles du
collectif La voie est libre

Page 8

Édito

La justice emmerde le Rassemblement national!

Par GILBERT URIER

Ok, c'est un peu moins rock, un peu moins punk, ça a sans doute moins de gueule que le morceau que l'on connaît touTEs¹... mais quand même, le RN est probablement très emmerdé par la décision du tribunal de Paris qui a reconnu Marine Le Pen coupable de détournement de fonds publics et la condamne à quatre ans de prison dont deux ans fermes aménagés sous bracelet, et cinq ans d'inéligibilité, avec «*exécution provisoire*» c'est-à-dire immédiate!

Bien sûr, cette décision de justice — qu'il convient selon la loi de ne point commenter! — déchaîne les passions de la droite et de l'extrême droite en France et dans le monde. C'est dans ces moments-là qu'on reconnaît ses vrais amis: Elon Musk dénonce un «*abus du système judiciaire*», Orbán, le fasciste hongrois déclare «*Je suis Marine*», Matteo Salvini, l'italien de la Lega, y voit une «*déclaration de guerre de Bruxelles*», et le Kremlin déplore la «*violation des normes démocratiques*». Dans l'hexagone aussi, avec tout ce que le RN compte de fines gâchettes — à commencer par Bardella — et de soutiens plus ou moins sincères, Zemmour, Ciotti, Wauquiez... Même Bayrou se dit «*troublé*». Bien entendu, ces gens-là se trouvent du côté des tenantEs de la «*tolérance zéro*», mais seulement contre les «*jeunes délinquants*», les «*petits trafiquants*», du côté de ceux qui réclament toujours plus de répression contre les syndicalistes, les «*écoterroristes*»... Les éditocrates ne sont pas en reste et dissertent sur la possibilité de Marine Le Pen d'échapper à l'inéligibilité et l'invitent en prime time sur TF1 — l'un va même jusqu'à imaginer une grâce présidentielle pour lui permettre d'être candidate en 2027! La 5^e République ne saurait-elle se passer d'elle, et Macron et ses amis de leur meilleure ennemie?

Pour notre part, si rien ne nous chagrine de ce qui peut emmerder le Rassemblement national et sa présidente, cela n'impliquera pas le recul des idées racistes, réactionnaires et antisociales. Nous pensons que ce qui compte, c'est notre capacité, au NPA et à tout ce que la gauche compte comme antifascistes sincères, à poursuivre la lutte contre le RN, ses idées racistes et antisociales, et à construire pour les battre un large front commun unitaire, dans la rue et aussi dans les urnes!

1 — <https://www.youtube.com/watch?v=CuZB9hOQ0DQ>

Bien dit

En France, le problème du narcotrafic, des cambriolages, du terrorisme, des violences physiques, ce sont les trafiquants de drogue, les cambrioleurs, les terroristes, les agresseurs... Mais pour les affaires d'atteintes à la probité, le problème, c'est la justice.

FABRICE ARFI, «*Le Pen, Sarkozy: il n'y a pas de «République des juges», mais des juges de la République*», *Mediapart*, le 1^{er} avril 2025.

En petit chef d'orchestre, Emmanuel Macron se démène pour se placer au centre, «*initiateur*», «*démiurge*», dans un jeu de mises en scène, évidemment complaisamment relayées par tous les grands médias. De quoi donner le tournis et insuffler une inquiétude bien compréhensible. Alors comment faire la part des postures, des objectifs des dirigeants politiques et des dirigeants économiques? Comment ne pas perdre de vue les besoins et les intérêts des salariéEs, de la jeunesse, de touTEs les exploités et opprimés?

Exploiter la peur, maximiser les gains

Le grand chambardement par Donald Trump des rapports de forces et alliances de ces dernières décennies, dans un contexte de guerre économique exacerbée et de guerre en Europe, donne des sueurs froides aux classes dirigeantes européennes. Dans le même temps, il leur ouvre de nouveaux appétits et de nouveaux horizons pour étendre leur domination et maximiser la rentabilité des rapports d'exploitation sur les populations en Europe et dans le reste du monde. Les classes dominantes européennes sont confrontées à des coûts de matières premières élevés et à une perte de maîtrise sur les chaînes de production et leurs cascades de sous-traitance à l'échelle internationale. Elles font face aussi à un rétrécissement des marchés et un prolétariat qui, en Europe, impose encore un partage des richesses créées par son travail beaucoup trop élevé à leurs yeux. Dans ce contexte, elles tentent donc de tirer profit des inquiétudes suscitées...

Économie de guerre: jackpot patronal, facture sociale

L'invoquant d'une «*économie de guerre*» qu'il faudrait préparer vise à faire accepter de possibles reconversions de productions

ÉCONOMIE Nos vies, pas leurs profits ni leurs guerres

L'agitation politico-économico-militaire est permanente. En mars 2025, pas une semaine sans sommet européen avec défilé de chefs d'État et de militaires qui agitent des chiffres avec de nombreux zéro et des hypothèses stratégiques dans de tonitruantes déclarations.

**ECONOMIE DE GUERRE
LE GOUVERNEMENT
SACRIFIE LES RETRAITES**



CHARMAG

industrielles ayant perdu trop de rentabilité, en industries d'armement. Avec des attaques contre les conditions de travail et les salaires qui pourraient dynamiter ce qu'il reste de droits collectifs protégeant les salariéEs, ces fameuses «*contraintes*» patronales. L'objectif est de récupérer tout ce qui est possible aussi bien sur la protection sociale (666 milliards en France de dépenses pour la Sécurité sociale pour 2025 quand les dépenses totales de 2023 atteignaient 880 milliards) que sur l'épargne des «*ménages*» incités à participer aux efforts pour le réarmement. Tous les discours sur les menaces de guerre sont des arguments de panique morale pour créer au

moins une acceptation passive et la justification du renforcement des politiques de surveillance policières.

Le pouvoir aux travailleurEs, pas aux marchands d'armes

Il est déterminant pour le camp des exploités et des opprimés de résister à cette panique et de clarifier les enjeux pour prendre confiance dans nos propres forces. Une économie de guerre n'a rien à voir avec les objectifs discutés par les dirigeants de l'Union européenne. Ce n'est pas le passage de 2 à 4% du budget de l'armement dans le PIB qui permettrait à ces pays de faire face à une guerre. L'Ukraine, vraiment en guerre,

dépense 37% de son PIB, cela représente une augmentation de 1272% depuis 2014. Un tel basculement n'est possible que parce qu'il y a les conditions politiques d'un consensus: la détermination à résister à l'occupation. Ce qu'envisagent les classes dirigeantes c'est d'augmenter leur prédation contre les travailleurEs ici, et contre les peuples du monde en vendant des armes pour alimenter les guerres locales (Congo, Soudan), ou à des régimes autoritaires. Alors s'opposer à ces politiques c'est d'abord défendre une reconversion des industries polluantes (dont celles autour de la Tech) qui obèrent l'avenir de la planète et donc de l'humanité. C'est défendre le droit de toutes et tous de mener une vie digne débarrassée de toute oppression, qu'elle passe par l'exploitation de notre force de travail, le genre, la racialisation, le validisme ou le spécisme. Ce qui signifie prendre en main nous-mêmes les affaires du monde. Cela commence avec l'expérimentation de nos capacités à nous organiser, nous mobiliser, pour imposer les mesures les plus urgentes: arrêt et reconversion des industries fossiles pour répondre aux besoins vitaux, augmentation des salaires directs (un revenu décent de l'adolescence à la retraite et face aux accidents de la vie) et indirects par le développement de la protection sociale et des services publics de santé, d'éducation, du logement et de l'énergie, de la culture et des loisirs.

Cathy Billard

Acturama



STOP À L'ACCAPAREMENT DE L'EAU

À Bernin, près de Grenoble, 3000 personnes ont répondu à l'appel de STopMicro et des Soulèvements de la Terre. Un appel à manifester contre l'extension des usines STMicroelectronics et Soitec, deux industriels fabriquant des puces électroniques, accusés de bétonner des terres agricoles et de pomper l'eau potable. Les manifestantEs ont construit une vigie sur les terres menacées.

© NPA-L'ANTICAPITALISTE

ISLAMOPHOBIE Sport, voile et laïcité : la République contre les musulmanEs

Le texte, soutenu par le gouvernement Bayrou, marque une nouvelle étape dans la croisade islamophobe que mène la classe politique française contre les femmes musulmanes. Il s'inscrit dans la continuité des lois de 2004 et 2010, et dans une stratégie claire d'exclusion des personnes musulmanes de l'espace public, sous prétexte de laïcité.

La proposition de loi ne s'arrête pas là. Elle veut aussi interdire le maillot de bain couvrant à la piscine et l'accès aux équipements sportifs municipaux pour l'exercice d'un culte. Derrière les mots d'ordre de neutralité et de « lutte contre le communautarisme », c'est bien une vision violente de la République qui s'impose : celle d'une République blanche, catholique, incapable d'accepter que des femmes musulmanes puissent concilier foi, liberté, et citoyenneté. Le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau résume cette logique : pour lui, le voile serait « un signe d'apartheid » et « un acte politique ». Mais qui impose cette lecture ? Certainement pas les premières concernées que personne n'écoute, et encore moins les collectifs comme les Hijabeuses, qui se battent simplement pour avoir le droit de jouer au foot.

Islamophobie d'État, la France championne

Cette loi n'est pas neutre. Elle cible, exclusivement, les femmes musulmanes qui portent le voile, et transforme leur visibilité en une offense à la République. C'est une loi d'exclusion et de domination, qui relègue les corps musulmans hors du champ sportif. Elle vient dire à des milliers

de femmes : vous ne pourrez ni courir, ni sauter, ni nager, tant que vous ne vous conformerez pas à l'image que la République attend de vous. Et que vaut cette prétendue neutralité à géométrie variable, quand même le droit international s'en alarme ? L'ONU, Amnesty International, les rapporteurs spéciaux sur les droits des femmes, tous dénoncent cette interdiction comme une atteinte à la liberté de religion, à la liberté d'expression, et à l'égalité d'accès aux services publics. Le Conseil de l'Europe alertait déjà en 2012 contre les stéréotypes visant les femmes musulmanes dans le sport. Et pourtant, la France persiste à faire de l'exception islamophobe la norme nationale. C'est d'autant plus absurde que les fédérations internationales



— FIFA, FIBA, FIVB — autorisent le port du voile. Même les Jeux olympiques de Paris 2024, que l'on nous vantait comme paritaires et progressistes, ont vu la ministre des Sports interdire le foulard aux athlètes françaises... tout en laissant les délégations étrangères le porter. Humiliation symbolique, double standard, et confirmation d'une obsession bien hexagonale : celle de contrôler les femmes, leur corps, leur religion.

Sexisme, racisme et paternalisme

Le prétexte de l'entrisme islamiste, servi à toutes les sauces, ne tient pas. Aucun rapport sérieux ne constate de phénomène massif de radicalisation via le sport. C'est même l'inverse : le sport est un vecteur d'émancipa-

tion, de santé, de socialisation. L'interdire aux jeunes filles qui portent le voile, c'est les isoler, les assigner à résidence, et nourrir ce qu'on prétend combattre. Marie Barsacq, ministre des Sports, l'a dit clairement avant d'être recadrée par Matignon : « Le port du voile, ce n'est pas de l'entrisme ».

Cette loi va donc à l'encontre de tout ce que le sport devrait représenter : un espace d'émancipation populaire, d'inclusion, de mixité, de respect. Elle revient à dire à certaines femmes : vous ne ferez pas partie de la République si vous ne vous déshabillez pas de votre foi. C'est un ultimatum indigne, sexiste, raciste. C'est une négation de leur autonomie, de leur capacité à faire des choix libres. Tantôt on les infantilise, les présentant comme soumises à des maris ou des pères autoritaires, tantôt on les accuse de faire de leur voile un étendard politique. Dans tous les cas, on leur refuse le droit d'être des sujets, des sportives, des citoyennes à part entière.

La gauche doit combattre !

Face à cela, notre camp n'a pas le droit au silence. Nous devons nous opposer fermement à cette loi, dénoncer l'instrumentalisation perverse de la laïcité, et affirmer que la République n'a pas à trier ses enfants sur des critères religieux. Le sport est un droit. Il appartient à toutes et à tous. Laissons les femmes courir, sauter, boxer, nager... en paix.

Amel et Mathilde Millat

PALESTINE 30 mars, la Journée de la terre

Le 30 mars, à l'occasion de la Journée de la terre, des manifestations se sont déroulées à Paris, à Morlaix, à Marseille, à Strasbourg...

Depuis 1976, le peuple palestinien célèbre la Journée de la terre, ancrée dans l'histoire de la résistance palestinienne, emblématique de l'actualité de la lutte pour la survie !

Contre la confiscation des terres, déjà !

En 1976, le gouvernement israélien lance un plan de judéisation de la Galilée, la confiscation de 20 000 dounams de terre (18 km²) au milieu des villages arabes. Il s'agit de construire des colonies juives sur des terres appartenant à des citoyenEs arabes palestiniens — la majorité de la population dans cette région. Partout en Palestine, de la Galilée au Néguev, dans les villes et les villages, c'est la grève générale, les manifestations ! Le 30 mars 1976, la police israélienne ouvre le feu, occasionnant la mort de six personnes, des dizaines de blessés et des centaines d'arrestations. C'est la première fois depuis 1948 que les citoyenEs palestiniennes d'Israël organisent une riposte à la politique israélienne en tant que collectif national palestinien. Depuis, cette date est devenue pour tous les Palestiniennes du monde la Journée de



la terre, symbole de leur attachement à la terre, de leur résistance, de leur lutte contre l'occupation et la colonisation.

Rester, cultiver, c'est résister !

La spoliation des terres du peuple palestinien n'a, depuis, jamais cessé. Depuis le début du génocide à Gaza, durant l'année 2024, 41 km² de terres supplémentaires ont été confisquées en Cisjordanie et à Jérusalem par l'armée israélienne. Le nombre de colons a été multiplié par 5 en 30 ans : ils sont près de 800 000 actuellement. Outre les colonies autorisées, au-delà de 10 000 unités au premier trimestre 2025, soit plus que pour toute l'année 2024, l'État israélien valide systématiquement toutes les implantations

sauvages, les avant-postes implantés par les colons les plus agressifs, et envoie son armée pour les protéger.

La colonisation de la Cisjordanie se poursuit, plus que jamais, et la liaison des colonies entre elles accentue le morcellement des territoires sous contrôle palestinien. À Gaza, outre la continuation de l'agression militaire, l'offensive politique de l'État génocidaire prévoit le départ des dirigeants du Hamas pour permettre la mise en place du plan Trump, l'exil volontaire des GazaouiEs. Objectif, faire partir 40 % d'entre elles et eux ! On voit bien l'enjeu, on comprend bien la nécessité vitale, pour les Palestiniennes, de rester, de cultiver, de résister !

Une provocation !

Ainsi, c'est bien comme une énième provocation de Netanyahu qu'il faut comprendre la décision de construire deux nouvelles routes en Cisjordanie occupée, le jour même du 30 mars 2025. Elles auront pour effet de renforcer l'implantation de colonies dans la région de Ma'ale Adumim, à l'est de Jérusalem, où plus de 40 000 colons sont déjà installés illégalement ! L'ONG israélienne « La Paix maintenant » dénonce cette « nouvelle route d'apartheid » qui va permettre l'annexion d'une zone d'environ 3 % de la Cisjordanie ! Un élément de plus dans la voie de la liquidation physique et politique de la question palestinienne.

Louison Le Guen

No comment

Quoi qu'il arrive, madame, le mal que vous avez fait à Gérard Depardieu, il est bel et bien là. Votre trauma, quand bien même l'agression aurait bien eu lieu, il est relatif ! C'est pas non plus Guy Georges.

M^e Assous, avocat de Depardieu, dans sa plaidoirie, rapporté par Marine Turchi dans *Mediapart*, 30 mars 2025.

Agenda

Vendredi 4 avril, soirée de solidarité « Résistance culturelle palestinienne », Nanterre (92). À partir de 19 h, salle des fêtes, 4, rue des Anciennes-Mairies (RER A Nanterre-ville).

Vendredi 4 avril, rencontre de La Brèche avec Olivier Besancenot autour de son livre *En finir avec les présidents*, Montreuil (93). À 19 h à Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir (métro Robespierre).

Samedi 5 avril, Tour de France pour la Santé : « Place au droit à la santé », Paris. 14 h-16 h, place de la République.

Dimanche 6 avril, manifestation Stop génocide, liberté pour toutes les prisonnières palestiniennes!, Paris. À 14 h, place de la République.

Lundi 7 avril, meeting du Collectif solidarité Kanaky « Libération des prisonniers politiques de Kanaky », Paris. À 19 h, à la Bourse du travail, 29, bd du Temple.

Lundi 7 avril, Centre d'études marxistes : « Rosa Luxemburg, réforme ou révolution » avec Mickael Löwy, Montreuil (93). À 19 h, 2, rue Richard-Lenoir, 93000 Montreuil.

Du 12 au 19 avril, « Des temps culturels pour un printemps de résistance, en soutien au peuple palestinien », Limoges.

Samedi 12 avril, manifestation, 15 h place d'Aine, Mardi 15 avril, film *Ground zero*, 20 h 30 cinéma le Lido, Vendredi 18 avril, soirée de clôture, 19 h, salle Detaille, 8 rue Édouard-Detaille

Du 15 au 19 avril, expo photos, 14 h 30-19 h, EAGR, rue de la Révolution.

Samedi 26 avril, réunion publique du NPA « Aux capitalistes de payer leur crise ! » avec Aurore Koechlin et Manon Boltansky, Orléans. À 15 h, salle des Chats-Ferrés, 3 bis, rue des Chats-Ferrés.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



UKRAINE

Pour éviter l'escalade guerrière, des armes pour l'Ukraine!

Depuis le revirement brutal de la politique US vis-à-vis de l'Ukraine, les concessions russes obtenues par Trump sont inexistantes. Le cessez-le-feu sur les infrastructures énergétiques n'est pas appliqué; pire, les bombardements sur le territoire ukrainien n'ont jamais été aussi intenses, tandis que l'ouverture d'un corridor pour reprendre le commerce maritime dans la mer Noire n'avantage que la Russie.

Ces négociations privent les ukrainiens des moyens essentiels pour sa défense, tout en aidant le régime russe à cacher le désastre militaire et humain de son offensive. Les dernières menaces de sanctions contre la Russie proférées par Trump s'inscrivent dans cette logique asymétrique. Son agacement face à l'immobilisme poutine, à qui il continue d'accorder « sa confiance », n'est suivi d'aucune mesure. Parallèlement, le président US a intimé à l'Ukraine de signer sans délai un accord sur les minerais qui acterait la mise en place d'un colonialisme économique de type nouveau. Conscient de son avantage, Poutine continue de jouer la carte maximaliste, en réclamant des élections dans une Ukraine occupée.

Des armes, pas des discours

Pourtant, la population ukrainienne continue de faire bloc pour défendre son droit à l'autodétermination. Car « si l'Ukraine est partitionnée, les millions de personnes qui se trouvent soit dans les territoires occupés, soit qui ont dû fuir, n'auront nulle part où retourner. Ils savent qu'un résultat qui récompense énormément l'agresseur ne fera que renforcer le régime autoritaire de Poutine et signifiera encore plus de répression, en particulier dans les territoires occupés. Ainsi, les Ukrainiens ont deux choses à l'esprit lorsqu'ils pensent à un accord : le sort des personnes dans les territoires occupés et comment empêcher la Russie de recommencer la guerre »¹.

Et pour cela, l'Ukraine a besoin d'armes, et elle en a besoin maintenant. Mais côté européen, la dangereuse démesure des investissements militaires annoncés par certains États (France, Allemagne et Angleterre en tête), contraste radicalement avec la faiblesse de l'aide militaire concrète et immédiate qu'ils apportent à l'Ukraine. La rencontre entre Zelensky et Macron a finalement abouti à deux milliards d'aides... en vieux matériels militaires facturés au prix du neuf.

Aux côtés de l'Ukraine résistante

Ne nous y trompons pas : le retour du militarisme des puissances impérialistes d'Europe occidentale n'est pas la réponse adéquate à la guerre impérialiste de Poutine. A fortiori quand le danger néofasciste se renforce partout sur le continent. C'est la résistance ukrainienne qui peut stopper cette folie et éviter l'escalade guerrière.

Entre un bloc de conservateurs et libéraux, jouant des coudes pour défendre leurs intérêts nationaux et continuer d'attaquer nos droits sociaux, et une gauche s'enfermant dans un pacifisme chauvin qui n'apporte aucune solution aux peuples d'Europe de l'Est confrontés au péril néofasciste, c'est bien à une gauche internationaliste et antifasciste d'être le meilleur allié de l'Ukraine résistante. Nous continuerons fièrement ce combat!

Elias et Gin Vola

1 - « La gauche devrait soutenir une paix juste pour l'Ukraine, pas un accord Trump-Poutine visant à apaiser l'agresseur », Denys Pilash (Sotsialny Rukh), Europe Solidaire Sans Frontières, mars 2025

ÉTATS-UNIS Power to the People: quand la résistance se lève contre Trump et Musk

Bernie Sanders rassemble des dizaines de milliers de personnes et les syndicats préparent une manifestation nationale alors que Donald Trump et Elon Musk continuent d'agir frénétiquement contre les systèmes de protection sociale et les syndicats. La résistance à Trump se développe sous différentes formes et descend dans la rue à travers le pays.

Le sénateur Bernie Sanders a entamé une tournée nationale de lutte contre l'oligarchie. Attirant des dizaines de milliers de personnes à ses rassemblements, il dénonce avec force Donald Trump, le Parti républicain et les milliardaires qui dominent aujourd'hui la politique américaine. Au son de la chanson *Power to the People* qui retentit dans les haut-parleurs, il monte sur le podium et, comme toujours, parle au nom des 99% et condamne les 1% qui, avec l'aide de Trump, prennent le contrôle du pays. Sanders, un indépendant politique qui a brigué deux fois l'investiture présidentielle démocrate, est accompagné d'Alexandria Ocasio-Cortez, une démocrate qui représente un district de New York au Congrès des États-Unis. Ils organisent ces rassemblements dans des États dominés par les Démocrates ou par les Républicains. Sanders et Ocasio-Cortez se considèrent tous deux comme des socialistes démocratiques qui font partie de l'aile gauche progressiste du Parti démocrate.

Sanders organise la colère

Les personnes qui participent aux rassemblements de Sanders sont en colère contre Trump, déçues par le Parti démocrate et à la recherche de quelqu'un qui s'exprimera, non pas pour elles, mais avec elles. Comme le dit Sanders, « Pas moi, nous ». Sanders dit aux foules : « Nous pouvons nous organiser à la base. Nous pouvons devenir des syndicalistes forts. Nous n'allons pas laisser la classe des milliardaires détenir tout le pouvoir. Le message que nous leur adressons est le suivant : "Les gens se sont battus et sont morts pour créer un système démocratique. Vous ne nous l'enlèverez pas" ».

Sanders appelle les citoyenEs à construire un mouvement capable de défendre la Sécurité sociale, Medicaid et l'éducation publique, ainsi que les travailleurEs des



administrations fédérales et leurs syndicats qui sont attaqués. Sanders prévoit également de forcer à un vote du Sénat sur le blocage de 8,8 milliards de dollars d'armes destinées à Israël. « Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a clairement violé le droit américain et international dans cette guerre brutale, et nous devons mettre fin à notre complicité dans ce carnage », a-t-il déclaré.

Syndicats attaqués, lutte relancée

La situation des travailleurEs fédéraux est particulièrement désastreuse. Avec l'impulsion de Trump, Musk a licencié environ 40 000 fonctionnaires fédéraux.

Et le 27 mars, Trump a signé un décret mettant fin à la négociation collective, c'est-à-dire détruisant de fait les syndicats de dizaines de milliers d'autres agents fédéraux. Plusieurs syndicats nationaux appellent leurs membres à participer à des manifestations massives intitulées « Hands Off Our Union! » (*Ne touchez pas à nos syndicats*) dans plusieurs villes du pays le 5 avril. L'un de ces syndicats, le Communication Workers of America, a écrit : « Nos emplois et notre liberté de négocier des contrats sont attaqués. Les milliardaires font la pluie et le beau temps à Washington, ce qui entraîne des licenciements massifs, des coupes dans le financement de la recherche sur le cancer, de nouveaux obstacles pour les bénéficiaires de la sécurité sociale et le démantèlement des agences indépendantes qui obligent les employeurs à rendre des comptes lorsqu'ils violent nos droits... Lorsque nos employeurs violent nos conventions collectives, lorsqu'ils refusent de négocier des contrats équitables, lorsqu'ils empêchent les travailleurs de s'organiser pour adhérer à notre syndicat, nous utilisons tous les outils dont nous disposons pour protéger nos droits ».

Les travailleurEs fédéraux d'une grande variété d'agences qui ont été confrontés à des coupes budgétaires et à des licenciements massifs ont été particulièrement actifs dans les manifestations contre Trump et contre son homme de main, le milliardaire Musk. Les travailleurEs fédéraux sont répartis entre plusieurs syndicats, tels que la Fédération américaine des employés du gouvernement et le Syndicat national des employés du Trésor, entre autres. Et tous les travailleurEs fédéraux ne sont pas syndiqués. Les militantEs ont donc créé une nouvelle organisation, le Federal Unionists Network (réseau des syndicalistes fédéraux), pour aider les travailleurs et les travailleuses à se syndiquer et à passer à l'action. Nous avons donc un mouvement politique inspiré et dirigé par Bernie Sanders et un mouvement ouvrier composé principalement de travailleurEs fédéraux, deux mouvements qui, s'ils continuent à se développer et à converger, pourraient donner un véritable sens au terme « résistance ».

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

KENYA Disparaître pour avoir manifesté: le régime Ruto face à la jeunesse

En menant une politique de kidnapping, les autorités tentent de bâillonner la contestation de la jeunesse largement présente sur les réseaux sociaux.

On se souvient au printemps dernier de ces grandes manifestations qui se sont déroulées à travers tout le pays contre le projet d'impôt autour du slogan « #RejectFinanceBill2024 ». Ce projet soutenu par le FMI, visait à faire payer aux populations des nouvelles taxes dans le but de rembourser les dettes s'élevant à 79 milliards de dollars. Cette mobilisation portée principalement par la jeunesse avait obligé William Ruto, le président de la République, à annuler le projet de loi.

89 enlèvements

Depuis la fin de cette mobilisation, les autorités ne cessent de mener une politique répressive qui s'illustre par des enlèvements et des exécutions extra-judiciaires. Ainsi 89 personnes ont été kidnappées, parfois en pleine journée, par des commandos d'hommes mas-

qués. Parmi les victimes, on trouve des jeunes qui ont participé aux manifestations ou des activistes, notamment le caricaturiste Gideon Kibet qui a fait grand bruit dans le pays et a pu recouvrer la liberté. Ce n'est hélas pas le cas pour tout le monde. À ce jour, sur les 89 enlèvements 29 personnes ne sont toujours pas réapparues et pour d'autres les corps sans vie ont été découverts.

Les autorités assurent qu'elles ne sont pour rien dans ces pratiques. Un déni qui a volé en éclats avec ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire Muturi. Il s'agit d'un jeune, Leslie Muturi, enlevé comme d'autres, mais son père ancien procureur général de la République et actuel ministre de la Fonction publique, est intervenu directement auprès des hauts responsables de la police. Les informations obtenues révélaient que son fils était aux



mains des services de renseignement, après une intervention auprès du président William Ruto. Le jeune Muturi était libéré démontrant ainsi la responsabilité des forces de répression gouvernementales, bien que le Kenya ait signé la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Faire taire la contestation

Ces pratiques ne sont pas nouvelles, mais elles ont connu une

accélération. Le but est d'instaurer une ambiance de peur parmi les opposantEs. ChacunE peut, du jour au lendemain, se retrouver aux mains de ces commandos. Les quelques personnes qui ont accepté de témoigner dans le rapport d'Amnesty International publié il y a quelques semaines font état de tabassages et de mauvais traitements lors de leur séquestration.

Cette répression est utilisée par le gouvernement pour tenter de briser une contestation de la jeunesse toujours active comme en témoigne la forte présence de l'activisme sur les réseaux sociaux. Y circulent messages, dessins et photos générées par l'intelligence artificielle ridiculisant le personnel politique et dénonçant leur incompétence et leur corruption. L'espace numérique est devenu un lieu de débat et d'opposition au pouvoir qui pourrait se transformer rapidement d'actions virtuelles en actions bien réelles, tant la situation sociale du pays s'est dégradée.

Paul Martial

Trump remet en cause les droits démocratiques et fondamentaux

Le site d'observation de la mise en œuvre du «*Projet 2025*» de la droite extrême nord-américaine, affiche le 31 mars qu'il reste «*1391 jours*» jusqu'à la fin du mandat (2025 à 2029) du président Trump.

La veille, lui-même avait — une fois de plus — publiquement insisté sur l'idée qu'il pouvait briguer un troisième mandat après 2029. Le texte de la Constitution des États-Unis est pourtant clair. Le 22^e amendement, adopté en 1947, indique ceci : «*Nul ne pourra être élu à la présidence plus de deux fois [...].*» Le texte interdit donc tout troisième mandat, et bien que les deux mandats présidentiels de Donald Trump n'aient pas été successifs mais séparés par celui de Joe Biden de janvier 2021 à janvier 2025, il ne l'autorise pas à se représenter. Or, ce 30 mars 2025 sur la chaîne NBC, le président en exercice plastronne déjà : «*Il y a des méthodes pour ça*», en ajoutant : «*Beaucoup de gens veulent que je fasse ça.*» Avant de clore le débat temporairement, en considérant qu'il est «*trop tôt*».

Les émeutiers du Capitole graciés

La démocratie, y compris sous sa forme bourgeoise et parlementaire donc réduite, n'est donc pas assurée de voir sa continuité garantie. Trump n'avait-il d'ailleurs pas inauguré son mandat, le premier jour, le 20 janvier 2025, en accordant la grâce à la quasi-totalité des 1500 émeutiers, la plupart d'extrême droite, qui avaient donné l'assaut sur le Capitole, le siège du Congrès des USA, le 6 janvier 2021 alors que Trump refusait de reconnaître sa défaite électorale contre Joe Biden ?

Seuls quatorze d'entre eux, parmi les plus violents et les plus lourdement condamnés, membres de milices d'extrême droite tels les Oath Keepers (*Ceux qui tiennent le serment*) et les Proud Boys (*Garçons fiers*), ne furent pas totalement graciés. Leur peine, qui allait jusqu'à dix-huit ans de prison pour le fondateur des Oath Keepers — Stewart Rhodes — a toutefois été commuée, ce qui a pour conséquence qu'elle est censée avoir déjà été accomplie.

Menaces sur le droit de vote

Nul besoin n'existera, d'ailleurs, d'abolir formellement la démocratie dans sa totalité. De nombreuses personnes — surtout noires — avaient été exclues de la participation aux élections dans le passé, comme dans les États du Sud. Il pourrait suffire de modifier à nouveau la législation électorale. Or, un président aux USA ne peut pas directement modifier les lois électorales des 50 États. Cependant, à travers un décret présidentiel rendu public le 26 mars, la présidence ordonne aux États de durcir les conditions d'exercice du droit de vote — en matière d'enregistrement préalable, de vérification de la nationalité, de restriction du vote par correspondance —, et menace de couper des financements fédéraux (nationaux) à ceux qui ne suivront pas. La droite au sein des États concernés prendra sans aucun doute le relais. Les mesures, si elles sont adoptées, éloigneront surtout davantage les plus pauvres et les membres des minorités ethniques des urnes.

Homophobie, transphobie et attaques sur les droits des femmes

Les personnes LGBTI font partie des principales cibles des mesures du pouvoir Trump. Ainsi, dans les prisons, les femmes transgenres seront transférées dans des prisons pour hommes, et les genres seront banniés de l'armée. La législation sur l'avortement restera largement une affaire des États depuis le célèbre arrêt de la Cour suprême — elle-même marquée par les nominations de juges sous le premier mandat de Trump — du 24 juin 2022 qui mit fin à une jurisprudence protectrice en vigueur depuis 1973. Or, au sein de l'armée des USA, les programmes de mobilité qui avaient permis aux soldates enceintes de se rendre dans un autre État plus «*permissif*» pour faire pratiquer une IVG ont été supprimés. Quid des soldates qui auront été violées ?

ÉTATS-UNIS LE DEUXIÈME MANDAT DE TRUMP BOULEVERSE LE DÉSORDRE MONDIAL

La feuille de route réactionnaire du 47^e président des USA avait été formellement écrite à l'avance, et publiée, sur plus de 900 pages, sous le titre «*Project 2025*» (projet 2025) par la Heritage Foundation, un think tank réactionnaire proche de la droite du Parti républicain des États-Unis. Un site internet a été créé depuis, le *Project 2025 tracker*, qui permet de suivre en ligne l'état d'avancement des mesures annoncées ou exigées par ce groupe de pression. À la fin mars 2025, seulement neuf semaines après l'entrée à la Maison Blanche de Donald Trump, sur 301 objectifs, 105 sont marqués comme «*réalisés*» et 44 autres comme «*en cours*».

Dossier réalisé par Berthold du Ryon



La politique des États-Unis sur l'immigration et les relations extérieures

En matière d'affaires extérieures, la politique des USA sous Donald Trump version 2025 semble idéologiquement plus cohérente que sous le premier mandat de 2017 à 2021.

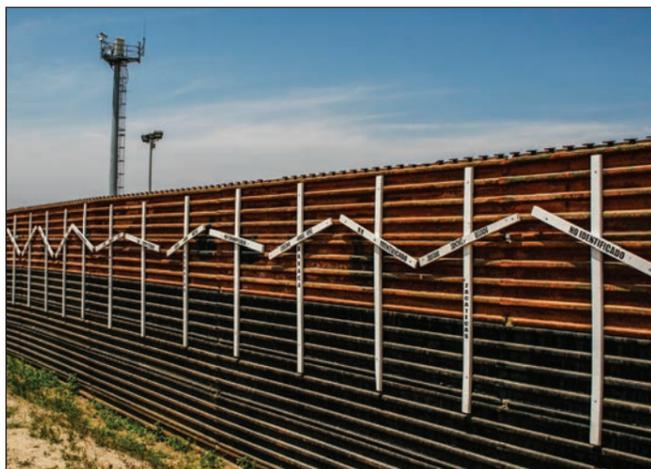
À l'époque, au moins deux lignes opposées étaient présentes au sein de l'administration : l'une décrite comme plus «*isolationniste*», opposée aux interventions extérieures au nom de l'idée qu'il fallait d'abord poursuivre les intérêts nationaux à l'intérieur des frontières, et l'autre très «*interventionniste*» alors incarnée par le conseiller John Bolton. Ce dernier, opposé à l'idéologue Steve Bannon, finit par démissionner en septembre 2019, à mi-mandat.

En Ukraine, intérêt américain et force brute

Aujourd'hui, les choses sont plus claires. La ligne du pouvoir Trump, mieux préparé et plus homogène que celui arrivé aux affaires en 2017, est relativement nette. L'usage de la force militaire par les USA, à l'extérieur de leurs frontières, n'est pas exclu mais il doit obéir à une définition relativement étroite de «*l'intérêt américain*», au sens où il doit plus ou moins immédiatement rendre des comptes.

C'est d'ailleurs l'expérience vécue. Sous les yeux de l'opinion publique internationale, le président ukrainien s'est fait tordre le bras puis insulter lors de sa visite à la Maison Blanche, le 28 février 2025. L'objectif de Trump : le forcer à signer un accord mettant les richesses minérales du sous-sol ukrainien — surtout celles des «*terres rares*» — à la disposition des États-Unis.

Un autre, avant Trump, aurait sans doute poursuivi un tel but économique dans les coulisses diplomatiques, au milieu d'objectifs de politique internationale, dont la stabilité globale d'un ordre dominé par les Occidentaux. Sous Trump, c'est la force brute qui parle. Et l'Ukraine sera probablement sacrifiée à terme à l'appât



Le mur à la frontière entre Tijuana et San Diego ; chaque croix est en mémoire d'un migrant mort à son passage. © TOMAS CASTELAZO, WWW.TOMASCASTELAZO.COM / WIKIMEDIA COMMONS

du pouvoir russe, à condition qu'un terrain d'entente entre les puissants de Washington D.C. et de Moscou soit trouvé. Aucune justification politique et idéologique un peu sophistiquée, au nom des droits humains, de la démocratie ou de la paix internationale, n'est ici recherchée. Fin mars, l'administration Trump a présenté une seconde version du projet d'«*accord*» au président Zelensky, le président des USA le mettant en garde contre tout refus et lui annonçant de «*gros problèmes*».

Du Danemark au Panama, ni démocratie ni soft power

C'en est donc officiellement fini des interventions extérieures censées servir à répandre la démocratie contre les dictatures, etc. C'en est donc aussi fini de la stratégie du *soft power* (de la prise d'influence en gagnant la sympathie de l'opinion publique) à travers des organismes de coopération internationale tels qu'USAid. Si la palette des programmes soutenus par cette organisation dite d'aide au développement pouvait comporter des activités sociales

positives et d'autres beaucoup plus discutables, il est certain que l'arrêt brutal et unilatéral de ceux-ci, notamment les coupures radicales dans les projets de santé, met en danger immédiat des millions de vies humaines. En revanche, la projection ou l'expansion au-delà des frontières des USA n'est pas interdite. De manière pour le moment plus ou moins symbolique, la volonté affichée d'accaparer le Groenland — lequel évolue vers une indépendance du Danemark — l'annonce. De même, avec les gesticulations vis-à-vis du Canada imaginé par Trump comme «*51^e État des USA*», dont l'annexion militaire semble toutefois exclue pour des raisons géographiques. Mais aussi au Panama, où une intervention militaire a déjà eu lieu en 1989, où l'administration nord-américaine voudrait écartier l'influence économique de la Chine autour du Canal.

Le sort des migrantEs

Un pilier essentiel de la politique globale du pouvoir Trump est bien évidemment les attaques contre l'immigration, avec la fermeture

militaire de la frontière avec le Mexique et une politique d'éloignements du territoire massifs. À ce propos, les USA coopèrent aussi avec plusieurs pays qui acceptent de jouer un rôle auxiliaire, dont le Salvador sous la présidence autoritaire de Nayib Bukele. Ce pays d'Amérique centrale a accepté de recevoir, dans une prison aux allures concentrationnaires appelée «*centre de confinement du terrorisme*», des immigrés renvoyés du sol nord-américain, notamment vénézuélienEs. Ces derniers sont déclarés suspects d'appartenir au gang criminel *Tren de Aragua*. Initialement syndicat de cheminots au Venezuela, il est devenu un groupe mafieux dangereux, prospérant sur la fermeture des frontières en monnayant des services d'aide au passage. Aujourd'hui, une prétendue appartenance à cette bande est censée servir de justification générale aux politiques d'expulsion massive depuis le sol des États-Unis. De nombreux Latino-américains concernés, expulsés sous ce prétexte ne semblent toutefois avoir aucun lien avec ce groupe.

La politique de déportation est fondée sur un non-respect manifeste des décisions de justice par l'exécutif nord-américain. Le 15 mars, un avion a décollé vers le Salvador alors que le juge fédéral James Boasberg avait ordonné la suspension de la mesure d'expulsion des 238 personnes à bord. Le 26 mars, une Cour fédérale d'appel est venue conforter cette décision, interdisant notamment à l'administration Trump d'utiliser une loi de 1798 — adoptée dans un contexte de guerre contre les «*ennemis étrangers*» — contre des VénézuélienEs. Le pouvoir a désormais saisi la Cour suprême...

ÉCOLOGIE La lutte contre les mégabassines continue

Nous venons de commémorer les deux ans de la grande manifestation de Sainte-Soline. Rappelons-nous : 25 000 personnes étaient rassemblées dans ce village des Deux-Sèvres pour dire leur opposition au projet anti-écologique que sont les mégabassines.

Face à ceux que Darmanin qualifia « d'éco-terroristes », le gouvernement avait déployé une armada sans précédent. Des milliers de gendarmes et gardes-mobiles suréquipés devaient tout faire pour briser le mouvement.

L'enjeu n'était pas la protection d'un quelconque bien (la bassine n'était même pas encore construite). Il s'agissait d'un message politique : le gouvernement Macron défend l'agrobusiness, soutient les grands propriétaires terriens, et, pour ce faire, il est prêt à taper très fort. Des centaines de personnes furent blessées. Deux camarades se sont retrouvés dans le coma. Les séquelles, physiques et psychologiques, pour des centaines de personnes, sont encore présentes.



© INFOUBERTAIRE.NET

Une lutte offensive et commémorative

C'est dans un contexte particulier que des initiatives de rue ont été organisées pour les deux ans de Sainte-Soline, à Melle et à Poitiers. Il s'agissait de rappeler que le combat est toujours d'actualité, qu'outre le vol de l'eau, il faut lutter pour une autre agriculture, un autre modèle de production, une autre société... Mais il s'agissait également d'avoir une pensée pour les blessés d'hier, penser à elles et eux, faire vivre les solidarités face à la répression d'État. Ce sont plus de 400 personnes qui se sont retrouvées à Poitiers. Une véritable réussite. La présence extrêmement remarquée et provocatrice des forces de l'ordre a mené à des tensions. C'est la preuve que la pression policière persiste pour les mêmes raisons qu'avant : la défense du capitalisme agricole.

Une lutte de masse

Force est de constater que toutes les mobilisations contre les mégabassines rassemblent beaucoup de monde. Nous l'avons aussi vu l'été dernier lors du Village de l'eau, à Melle, qui a rassemblé des milliers de personnes. L'écologie radicale, et particulièrement ici la volonté que l'eau reste un bien commun, réussit à attirer et convaincre du monde, notamment parmi les jeunes générations. La mise en avant d'une réponse politique, anticapitaliste, écosocialiste, pourrait trouver un certain écho. C'est bel et bien une des tâches de la période : outre l'objectif central de remporter une bataille en empêchant les bassines (ce qui serait un point d'appui immense et une énergie positive pour tout le monde), il est urgent de faire vivre un « après ». À quoi ressemblerait une société anticapitaliste dans le domaine de l'agriculture ? Le NPA et la IV^e internationale doivent aussi apporter des éléments de ce côté-là, pour donner une perspective, un débouché aux luttes auxquelles nous participons.

Alexandre Raguet

À lire sur le site



À Rouen, la fac Pasteur mobilisée contre le racisme!

MICHELIN Fin de partie ou rebond en vue ?

Au début du mois de mars, à la fin des « négociations » avec les syndicats, le groupe Michelin a dévoilé ce qu'il voulait bien concéder aux salariéEs des usines de Cholet et Vannes : en brut, 40 000 euros d'indemnités de licenciement, 1250 euros par année d'ancienneté et deux à six mois de salaire selon l'âge.

C'est très loin des revendications syndicales, et voisin, compte tenu de l'inflation, de ce que le groupe avait accordé en 2020 lors de la fermeture de l'usine de La Roche-sur-Yon. Et ce, alors que le groupe a engrangé deux milliards de bénéfices nets en 2024... Clairement, celui-ci ne veut pas trop donner en prévision des plans antisociaux à venir dans ses autres usines (150 suppressions de postes déjà sur les rails à Troyes !) Du côté des salariéEs, si un huitième pourrait être muté ailleurs, un autre huitième « accompagné » vers la retraite, les trois quarts (900 personnes) vont être jetés dehors d'ici quelques mois, dans deux villes de taille moyenne où le « marché » du travail est des plus limités.

Résistance locale, défection syndicale

La résistance ouvrière n'a pourtant pas démerité, notamment à Cholet. Le campement autogéré devant l'usine, les trois grandes manifestations de novembre, décembre et janvier, les cars affrétés pour aller à Clermont-Ferrand, les grèves, débrayages et blocages partiels ont permis d'agréger des centaines de salariéEs autour du comité de lutte et de la CGT. Mais leur isolement a lourdement pesé localement à cause des poids morts qu'ont été la CFDT et la CGC, et au niveau des autres usines du groupe par l'insuffisance de la mobilisation qui aurait été nécessaire pour



faire reculer la direction. Au lieu du refus initial de la fermeture des usines, beaucoup de salariéEs se sont alors raccrochés à l'espoir de primes plus importantes. Aujourd'hui, la lutte continue mais elle est revenue sur le terrain. Elle se joue dans les ateliers où la direction met la pression pour produire, alors que les travailleurEs savent toutes et tous à quelle sauce iels vont être mangés et que la fin se rapproche.

Droit de retrait, droits arrachés

Avant même la fin des négociations, quand il est apparu que les primes espérées ne seraient

pas au rendez-vous, tous les syndicats, la CGT en tête, ont lancé une procédure de Danger grave et imminent au travail (DGI). Pendant 2 semaines, presque tout le monde a usé de son droit de retrait pour ne pas faire tourner l'usine. Fin février et début mars, il y eut des AG deux fois par jour suivies à chaque fois par une centaine de personnes. Ces AG interpellaient la direction, exigeant des réponses sur les revendications : primes, conditions de travail, avenir de l'atelier Z (dont la fermeture ne devrait advenir qu'en 2026 si elle n'est pas avancée), aménagement des horaires de travail. DGI et mobilisation ont

permis d'arracher un troisième jour d'absence indemnisé, la fin de l'embauche à 5 h du matin (passée à 7 h) et « l'arrêt des pressions » sur la production. Dans les ateliers, les salariéEs ont obtenu des horaires de travail plus souples. Les ouvrierEs travaillent désormais 6 h par jour payées 8 h (sans perte de salaire). De nouvelles mobilisations de la frange la plus combative, voire au-delà, ne sont pas à exclure.

La gauche immobile

Du côté politique, le bilan devra être tiré. Après l'annonce des fermetures de Cholet et Vannes en novembre, on avait eu droit de grandes envolées outragées des politiciens bourgeois et même du gouvernement contre le méchant Michelin. Un silence complice s'est ensuite rapidement imposé. Dès le mois de décembre, ils avaient déserté (jusqu'au PS...). Quant à la gauche proprement dite, elle n'a pas su — ou pas pu — développer les arguments et le programme qui auraient pu contrecarrer le discours patronal, par exemple autour d'objectifs de reconversion de la production avec maintien de l'emploi. Surtout, elle n'a pas encore su — ou pas encore pu — construire le mouvement de solidarité nécessaire. Or, face à la vague de licenciements qui menace dans tout le territoire, il y a urgence à se coordonner. L'expérience de la lutte des Michelin — qui dure ! — peut à cet égard beaucoup nous apporter. **Correspondants Angers et Cholet**

TRÊVE HIVERNALE Pour le logement et l'hébergement, la lutte continue

Contre la fin de la trêve hivernale, dans des dizaines de villes des actions ont eu lieu : manifestations, actions de sensibilisation sur les marchés, organisation de piquets anti-expulsions...

Sur l'hébergement aussi, l'ambiance est à la rébellion, plusieurs maires, poussés par les combats des premierEs concernéEs et leurs soutiens, poursuivent en justice l'État pour obtenir des remboursements des frais engagés à sa place.

Une première victoire contre l'État

Devant l'inertie de l'État, des personnes à la rue se regroupent et occupent différents lieux : un local désaffecté, un gymnase, un théâtre, une école. Les CCAS des villes assurent alors les frais de ces mises à l'abri. Les manifestations, rassemblements et autres formes de lutte rappellent depuis des années l'inconditionnalité du droit à l'hébergement d'urgence et sa mise en application par l'État et incitent les villes à se retourner contre celui-ci. C'est chose faite aujourd'hui. La ville de Strasbourg a demandé au tribunal administratif un remboursement de 900 000 euros et celle de Rennes 3 millions. La communauté du Pays basque a obtenu quant à elle 836 740 euros et Grenoble 76 000. C'est un début pas une fin, les luttes continueront jusqu'à ce que la réquisition des logements vides par les villes, les communautés de communes ou l'État permette le logement pérenne de toutes et tous.

Un toit pour tous et toutes !

La « plateforme logement pour toutes », émanant des syndicats professionnels, des syndicats de locataires et des associations dont Attac, le FUIQP, le Dal etc. documente et dénonce une politique du logement globalement orientée vers le profit contre le besoin vital de se loger. L'État est générateur de ce profit via les politiques publiques mises en place : augmentation des prix de l'immobilier foncier et locatif, soutien à la gentrification et à la spéculation pour les propriétaires et les entreprises du BTP, baisse des APL et des aides à la construction du logement social, hausse des loyers et des charges et facilitation des expulsions pour les locataires. L'État est aussi profiteur du logement cher : il encaisse des recettes fiscales, 90,7 milliards en 2023, deux fois plus qu'il n'en distribue sous forme d'aides. Face à cette politique cohérente pour les riches, notre programme de revendications est unitaire et radical : nous luttons pour l'arrêt des expulsions, un relogement décent, adapté, abordable, l'application stricte de l'inconditionnalité de l'hébergement financée par l'État, le respect de la loi Dalo, la réalisation de 250 000 logements sociaux par an, l'arrêt de la vente et de la destruction des logements, la baisse des loyers, la

gratuité des premiers mètres cubes d'eau et kWh d'électricité. Nous militons aussi pour la mise aux normes des passoires thermiques et une rénovation régulière des parcs HLM sans augmentation des loyers, l'abrogation de la loi Kasbarian et la réquisition des logements vacants. La fin des discriminations racistes dans l'accès au logement. Rien ne nous sera donné, seule la lutte paye !

Victorine Laforge



En bref

Louviers Succès pour Rouge, le journal qui annonce la couleur et Olivier Besancenot. 75 personnes ont fait le déplacement lundi soir au cinéma de Louviers, et pas que des ancienEs militantEs nostalgiques, loin de là ! Indice qui ne trompe jamais, personne ou presque n'est parti à la fin du film. L'envie de discuter et d'en savoir plus était là. Olivier, après avoir salué la mémoire du grand complice de ses années militantes au lycée, Erim Can, trop tôt disparu il y a quelques mois, a tenu à souligner que c'est avec les militantEs expérimentéEs de Louviers qu'il a appris tout ce qui le structure aujourd'hui. Il a ensuite tracé un pont entre les espoirs de cette période qui semblait si prometteuse et les perspectives de la résistance tous azimuts d'aujourd'hui. Plusieurs interventions, dont celle d'Usul, ont abordé les problèmes de la presse, aujourd'hui aux mains de milliardaires, où la « post vérité » fait loi pour certains journalistes. Fred, co-auteur du film, est revenu sur la vie du quotidien Rouge et de la folle espérance qui anima ces militantEs de l'après 68 : la révolution était pour demain. À en juger par les réponses à l'appel aux dons pour l'achat du local-imprimerie historique qui a servi de toile de fond au film, l'écho a été fort positif.

NPA 27

Avignon En Rouge! Jeudi 27 mars, le comité Vaucluse accueillait Olivier Besancenot pour une réunion publique des Jeunesses Anticapitalistes avec Christèle Lagier, maîtresse de conférence à Avignon Université, spécialiste du vote d'extrême droite.



© NPA-L'ANTICAPITALISTE

En présence d'une quarantaine de jeunes, nous avons abordé le thème des menaces qui pèsent sur l'université dues aux coupes budgétaires et à l'entrisme de l'extrême droite à la fac, cœur de la lutte actuelle des étudiantEs mobiliséEs sur les campus de l'université (la rediffusion audio sera disponible sur le site de la radio associative Aioli Radio).

Il y avait ensuite la projection de Rouge au cinéma Utopia devant environ 70 spectateurEs. L'objectif de la journée était double : mettre en avant nos actions auprès de la jeunesse avignonnaise et participer à la souscription pour Rotographie.

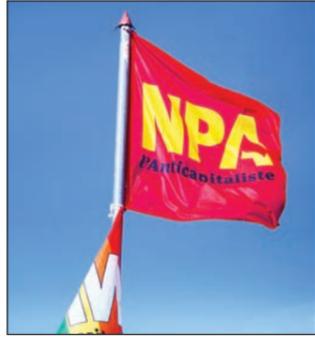


© NPA-L'ANTICAPITALISTE

Après le film nous avons débattu des questions que le film ne développe pas ou peu, ainsi que de la numérisation et l'intérêt du papier, du climat politique et de l'inquiétude face aux échéanciers électoraux...

Le public s'est ensuite dirigé vers la sortie pour trouver notre table d'accueil, proposant la souscription, ainsi que des badges que nous avons commencé à produire.

Le comité Vaucluse



© PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Le 6^e Congrès du NPA-l'Anticapitaliste s'est tenu du 28 au 30 mars dans un contexte international et une situation économique et écologique particulièrement lourde de conséquences pour les peuples, les travailleurEs et la jeunesse. L'instabilité du capitalisme pousse partout à la montée des fascismes, du racisme et des guerres. Le NPA-l'Anticapitaliste prendra toute sa part aux résistances face aux défis ouverts par cette situation !

Depuis dix ans, la croissance des capitalistes tourne au ralenti et malgré les milliards d'aides et de perfusions des États, les capitalistes en veulent toujours plus. Cette compétition capitaliste internationale entraîne une fuite en avant dans l'extractivisme et l'exploitation des travailleurEs. Les catastrophes écologiques multiples menacent d'atteindre des points de non-retour. Sans réappropriation et décisions démocratiques et collectives des productions polluantes, les sociétés humaines et toute la vie sont en danger. Les crises climatiques, les guerres et les politiques économiques néocoloniales font tomber dans la misère des centaines de millions de personnes poussées sur les routes de la migration, traquées dans nos rues et qui meurent par milliers en Méditerranée comme partout dans le monde.

Dans une large partie du monde, l'extrême droite a accédé au pouvoir : aux USA, en Russie, en Inde, en Israël, en Italie et en Hongrie... Ces courants politiques soutenus par une large fraction de la bourgeoisie, se renforcent avec au centre de leur projet politique le racisme, les attaques contre les droits des femmes et des personnes LGBTI, la haine de la démocratie, l'exploitation des travailleurEs. Partout, les bourgeoisies se radicalisent, notre camp social doit y faire face et relever la tête. En Turquie, en Serbie, en Grèce... les mobilisations monstres de la population, contre l'autoritarisme, pour leurs droits démocratiques et pour leurs revendications sociales montrent la voie.

La dynamique guerrière, autoritaire et écocide concerne aussi l'Union européenne et la France en particulier. Von der Leyen ou Macron prétendent défendre la démocratie et les droits du peuple ukrainien face à la Russie de Poutine. En réalité, ils ne s'intéressent qu'à la position des impérialismes européens dans la concurrence internationale, comme l'illustrent leur complicité avec la politique génocidaire de l'État d'Israël, leurs ventes d'armes aux dictatures, leurs politiques néocoloniales, y compris militaires, notamment en Afrique, voire ouvertement coloniale comme la France en Kanaky ou à Mayotte.

Face au scandaleux pacte Trump-Poutine, le NPA-l'Anticapitaliste affirme son antimilitarisme décolonial et s'oppose totalement à l'augmentation des dépenses

Vie du NPA l'Anticapitaliste

DÉCLARATION DU CONGRÈS **Contre l'austérité et le fascisme, le NPA-l'Anticapitaliste en ordre de bataille!**



© PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

militaires européennes, au détriment de tout le reste ! Pour le NPA-l'Anticapitaliste, soutenir la résistance armée et non armée du peuple ukrainien est nécessaire et implique aussi d'annuler la dette ukrainienne, saisir les avoirs des oligarques russes, socialiser, contrôler démocratiquement et réorienter les industries d'armement ainsi que les industries énergétiques dans l'objectif du désarmement, notamment nucléaire. De même, le NPA-l'Anticapitaliste soutient la résistance palestinienne et demande des sanctions immédiates contre l'État d'Israël. Il témoigne sa solidarité avec le peuple palestinien subissant le génocide, l'apartheid et l'occupation. Il dénonce la criminalisation du mouvement de solidarité.

En France, Macron accélère sa politique de soutien au patronat et de casse des services publics. Ce sont plus de 200 milliards d'euros d'argent public qui ont été versés à des entreprises comme Michelin, Auchan, Decathlon, qui licencient à tour de bras et versent des milliards à leurs actionnaires. Le budget 2025 entérine une nouvelle saignée pour les services publics de la santé, de l'éducation, la culture... Deux ans après la mobilisation historique du monde du travail et de la jeunesse contre la réforme injuste et brutale des retraites, Macron et Bayrou s'appêtent à poursuivre leur volonté de faire payer aux travailleurEs leurs choix économiques en faisant travailler toujours plus longtemps et toujours plus tard les travailleurEs. C'est là tout l'enjeu social de ces prochaines semaines. Les militantEs

du NPA-A construisent d'ores et déjà les luttes qui existent dans la fonction publique, contre les plans de licenciements, pour nos salaires... Au printemps, c'est une mobilisation et des grèves d'ampleur que l'on doit préparer, dans l'unité des organisations syndicales et politiques, pour nos retraites, la défense des services publics, l'emploi et les salaires ! Le gouvernement Macron a également décidé de s'approprier les thèses racistes de l'extrême droite et surfe sur la vague islamophobe et raciste ambiante. L'islamophobie, le rejet des immigréEs et les fermetures de frontières sont devenues une partie structurante de la politique française, alimentant la répression, la criminalisation, les interdictions. Le NPA-l'Anticapitaliste se tient aux côtés des personnes migrantes expulsées et traquées, des musulmanEs criminaliséEs et des habitantEs des quartiers populaires contre le racisme d'État.

Nous devons développer cette unité notamment contre le RN, parti qui incarne un projet raciste et fascisant aujourd'hui aux portes du pouvoir.

Dans la période à venir, le NPA-l'Anticapitaliste défendra son programme auprès de la jeunesse, des quartiers populaires, dans les entreprises et les luttes sociales, féministes, antiracistes et écologistes et internationalistes, mais aussi aux prochaines échéances électorales, en privilégiant, si les conditions le permettent, les dynamiques unitaires autour du Nouveau Front populaire (NFP). Dans le prolongement des expériences unitaires au sein du NFP,

le NPA-l'Anticapitaliste prend toute sa place dans le débat politique, programmatique et stratégique nécessaire au sein de la gauche de rupture, notamment avec la direction de LFI et ses militantEs. Cela passe aussi par des initiatives concrètes et auto-organisées sur le terrain des luttes.

Nous poursuivons notre engagement pour construire une organisation politique anticapitaliste plus large, qui nous dépasse à la fois numériquement et nous renforce politiquement, même si à ce stade les conditions ne sont pas réunies. Nous poursuivons notre implantation dans les entreprises, la jeunesse et les quartiers populaires et la construction de notre parti, le NPA-l'Anticapitaliste, sur une ligne à la fois unitaire et révolutionnaire, afin de peser dans la situation actuelle. Plus que jamais, face à l'extrême droite et au gouvernement, nous devons unir nos forces pour construire un horizon écosocialiste, porteur d'espoir et de révolution !

Le 30 mars 2025

**Librairie
La Brèche**

Événements militants, achats personnels ou cadeaux
► la librairie La Brèche,
27, rue Taine, Paris 12^e,
M° Daumesnil

★ **la-breche.com**

01 49 28 52 4
► contact@la-breche.com

ÉCOLOGIE « L'acharnement de l'État est symptomatique de sa conception de la transition écologique »

Entretien. *L'État vient de faire appel, le 24 mars, de la décision du tribunal administratif de Toulouse du 27 février 2025 qui a suspendu les travaux de l'autoroute A69. Gilles, membre du collectif La voie est libre et fer de lance de l'opposition au projet inutile d'autoroute, fait le point.*

Peux-tu te présenter ?

En plus d'être membre du collectif La voie est libre, je suis également élu au conseil municipal de la commune de Teulat dans le Tarn depuis 2020. La maire, Sabine Mousson, a été élue en 2014, en expliquant clairement qu'elle était contre l'autoroute. Tout le conseil municipal est contre l'autoroute depuis dix ans maintenant. La maire avait réussi à convaincre, en 2016, 14 communes voisines de porter un recours contre la DUP (déclaration d'utilité publique) jusqu'au Conseil d'État.

Vous avez dû être déçus du recul d'un certain nombre de communes qui ne sont plus de votre côté...

Depuis 2020, on ne voit plus les maires qui étaient présents, sur les manifs, les tribunes. Certains maires, à la suite de l'annulation de l'autorisation environnementale le 27 février, nous ont même reproché d'avoir fait arrêter le projet, parce qu'ils disaient que c'était est trop tard. « Regardez les dégâts qu'il y a eus, qu'est-ce que vous avez fait ? », nous ont-ils dit.

Mettant le gâchis sur le dos des opposantEs...

La responsabilité est celle des pro-autoroutes, des éluEs, de tous les acteurs économiques et politiques. C'est la stratégie du fait accompli que notre mobilisation a déjouée.

C'est la stratégie du fait accompli que notre mobilisation a déjouée

La commune, en tant que telle, a-t-elle subi des pressions diverses ?

Teulat est la seule commune requérante sur le recours juridique présenté par Alice Terrasse. Les autres requérants sont des associations comme la Fédération française des associations de de la nature et de l'environnement, la FNE (France Nature Environnement), des syndicats avec notamment la Confédération paysanne. La demande de dotation pour une troisième classe dans l'école du village de la commune n'a été acceptée par la préfecture que deux ans après ! Ce sont pourtant des financements publics accordés systématiquement. La même chose pour une subvention permettant d'aménager une chapelle désacralisée en lieu culturel. On a senti qu'on n'était pas dans les clous.

Que penses-tu de la décision de l'État, il y a quelques jours, de faire appel et de demander la reprise du chantier ?

L'acharnement de l'État est symptomatique de sa conception de la transition écologique. C'est le ministère de la Transition écologique qui fait appel. Ce ne sont pas les préfectures. En appuyant Atosca, le concessionnaire, Agnès



Pannier-Runacher fait le choix politique de soutenir un projet écocide, climaticide, injuste socialement, réalisé au mépris des territoires, au mépris des terres agricoles qui sont les plus riches du coin.

C'est un bras d'honneur à tous les engagements inscrits dans les discours. Face à une décision historique de la justice, on aurait pu attendre que la ministre de la Transition écologique respecte le verdict de la justice et entérine cette décision.

Il y a aussi la loi de validation que présentent quatre députés pour annuler la décision...

Quatre parlementaires proposent un texte qui vise à légaliser rétroactivement les travaux de l'A69 en affirmant que le projet présente un intérêt public majeur, malgré la décision judiciaire contraire. La séparation des pouvoirs est malmenée : d'un côté, la justice qui a osé dire non ; de l'autre, le pouvoir politique qui demande même la reprise des travaux. Mais en fait, le problème reste le même. Ce qu'ils n'ont pas compris c'est que tant que le fond n'est pas jugé, on ne peut pas continuer le chantier.

Que craignent-ils le plus ?

La lutte que nous menons remet en cause toute la politique routière et autoroutière des pouvoirs publics. Le gouvernement sait très bien que si nous renforçons la notion d'intérêt public majeur, cela aura des répercussions majeures sur d'autres projets futurs. Le jugement du 27 février est un jugement très argumenté ; il ne laisse pas beaucoup de place au doute.

Pour revenir sur la lutte elle-même, peux-tu rappeler les conditions de la création de La voie est libre ?

La voie est libre est un collectif, créé en novembre 2021, à l'initiative de l'association Stop Carrières de Montcabrier, qui avait réussi à arrêter le projet d'exploitation

de carrières illégales. C'était une première victoire. Une réunion fondatrice a regroupé toutes les personnes, toutes les associations qui étaient contre l'autoroute (le collectif RN126 et le PACT Pas d'autoroute Castres-Toulouse) en un seul collectif.

Nous nous sommes rapidement organiséEs autour de quatre piliers : le juridique, le terrain, la com' et la politique. Nos premiers efforts ont porté sur la communication. On n'arrêterait pas ce projet sans le rendre visible nationalement. Depuis on communique en permanence : chaque fois qu'il se passe quelque chose, et le collectif garde la main. Sur le terrain, l'élément véritablement déclencheur a été la Grande Marche de quatre jours à l'automne 2022. PartiEs à 30 de Verfeil (à côté de Toulouse) nous sommes arrivés à 400 à Castres. Ce fut un élément fondateur : il était possible de convaincre de plus en plus de gens.

Se sont succédé ensuite les manifs et les actions en collaboration avec les Soulèvements de la Terre. Et toutes les occupations sur le terrain, relayées en septembre 2023 par les grèves de la faim. Ce furent des moments importants qui ont permis de retarder le chantier et d'avoir un écho médiatique national, dans le contexte d'une répression incroyable.

Il y a eu près de 120 inculpations

Les occupations sur le terrain, relayées en septembre 2023 par les grèves de la faim, ont permis de retarder le chantier et d'avoir un écho médiatique national

(beaucoup de relaxes aussi). Cette répression a touché les zadistes et les écureuilLes, mettant leur vie en danger, mais aussi beaucoup

d'animateurEs des associations opposantes.

Votre stratégie juridique a été efficace...

Notre stratégie juridique élaborée avec le cabinet d'avocats depuis 2022 est fondée sur la contestation de la notion de RIIPM (raison impérieuse d'intérêt public majeur), et en particulier l'absence d'enclavement de Castres. Les multiples référés que nous avons perdus ont permis de communiquer sur nos actions de justice, mais aussi d'accélérer l'instruction. Chaque fois que nous avons déposé un référé, les préfectures et Atosca ont dû répondre. Ces étapes sont un peu dures pour celles et ceux qui nous soutiennent, mais elles ont alimenté notre dossier.

Prévoyez-vous une initiative par rapport à la contre-offensive de l'État ?

Nous avons prévu un rassemblement le dernier week-end d'avril au château de Maurens-Scopont, « Les Déroutantes ». Nous pensons cette rencontre comme un moment d'échanges, de retour sur notre expérience, de confrontation avec des points de vue extérieurs, chercheurs, universitaires. Pendant trois jours, il y aura des tables rondes, des concerts, des ateliers, en lien avec la Déroute des Routes. Ces travaux prépareront la rencontre nationale des résistances de cet été en Normandie.

Et vos perspectives ?

Nous pensons qu'il est nécessaire que des gens du collectif se présentent aux prochaines élections municipales, qu'ils montent des listes participatives pour faire en sorte que les villages ne soient plus gérés par les mêmes personnes. Même dans des petits villages comme le nôtre, cela permet d'être informés et de peser sur les mécanismes de décision opaques dans le système administratif actuel.

Nous avons pris des contacts assez sérieux avec le réseau Actions communes, dont l'objectif est d'aider les gens à monter des listes. Face à l'extrême droite qui arrive gonflée à bloc dans nos communes, il faut se mettre ensemble. Face aux difficultés d'union des gauches au niveau national, je trouve que le contour par les municipales peut être une bonne étape : mettre les citoyenEs dans le coup, les militantEs de base des différents partis.

Propos recueillis par Dominique Boury (Tarn)

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
L_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

L'Anticapitaliste la revue

Le n°164 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil
cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

